

**RESEARCH PAPER N° 3**

# **LES MODES DE RESILIENCE DES CITOYENS EN LIGNE EN CONTEXTE DEMOCRATIQUE AU BENIN**



---

**Gbétohou G. Wenceslas MAHOUSI**

*Maître-Assistant en Sciences de l'Information  
et de la Communication à  
l'Université d'Abomey-Calavi  
Chercheur au CiAAF*

**15 novembre 2025**

**[www.ciaaf.org](http://www.ciaaf.org)**

# LES MODES DE RESILIENCE DES CITOYENS EN LIGNE EN CONTEXTE DEMOCRATIQUE AU BENIN

---

Gbétohou G. Wenceslas MAHOUSSE\*

## Résumé

La révolution numérique a apporté des transformations profondes dans tous les domaines, y compris celui de la démocratie. À l'instar des autres secteurs, le numérique a redéfini les modèles de gouvernance dans les pays démocratiques, incitant les citoyens à réinventer leurs modes de participation. Cette étude vise à analyser les modes de résilience en ligne au Bénin en contexte démocratique. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie axée principalement sur la recherche documentaire en ligne et dans divers ouvrages généraux a été adoptée et renforcée par des entretiens. Les données recueillies ont été triées et classées manuellement en fonction des thématiques d'intérêt, puis analysées à la lumière de la théorie de la participation citoyenne élaborée par P. Rosanvallon (2006). Les résultats de cette analyse documentaire révèlent que l'adoption des services internet contribue au développement des modes de résilience citoyenne en ligne dans le contexte démocratique béninois. Ainsi, cinq principaux modes de résilience en ligne ont-ils été identifiés au Bénin : adaptative, subversive, parallèle, ignorante et collective.

**Mots clés :** Citoyenneté ; démocratie ; numérique ; résiliences démocratiques ; Bénin.

## Abstract

The digital revolution has brought about profound changes in all areas, including democracy. As in other sectors, digital technology has redefined models of governance in democratic countries, prompting citizens to reinvent their modes of participation. This study aims to analyse modes of online resilience in Benin in a democratic context. To achieve this objective, a methodology based mainly on documentary research online and in various general works was adopted. The data collected was sorted and classified manually according to the themes of interest, then analysed in the light of the theory of citizen participation developed by P. Rosanvallon (2006). The results of this documentary analysis reveal that the adoption of Internet services contributes to the development of modes of online citizen resilience in the democratic context of Benin. Thus, five main modes of online resilience were identified in Benin: adaptive, subversive, parallel, ignorant and collective.

**Key words :** Citizenship; democracy; digital; democratic resilience; Benin.

---

\* Maître-Assistant en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université d'Abomey-Calavi ; Chercheur au CiAAF.

## Introduction

Dans les sociétés contemporaines, l'omniprésence des technologies de l'information transforme profondément les dynamiques sociales et politiques. Le concept de résilience, défini comme la capacité à surmonter les adversités tout en maintenant un fonctionnement adéquat (Luthar, 2000), prend une dimension particulière dans les espaces numériques. En contexte démocratique, et plus spécifiquement au Bénin, cette résilience se manifeste par des formes inédites d'engagement en ligne. Les plateformes numériques, au-delà de leur rôle de divertissement, deviennent des outils essentiels pour la résistance à la censure, l'exercice de pressions sociales, et l'expression d'une voix collective (Kaplan & Haenlein, 2010). Le contexte béninois est marqué par une dynamique complexe où la liberté d'expression en ligne est fréquemment mise à l'épreuve. La montée de la régulation et de la surveillance numérique impose des défis considérables aux citoyens qui souhaitent exprimer leurs opinions et participer activement au débat public. Face à ces contraintes, les citoyens développent des stratégies adaptatives pour maintenir leur engagement et contourner les obstacles à leur participation. Dans ce cadre, l'étude des modes de résilience des citoyens béninois en ligne devient primordiale. Il est essentiel de comprendre comment ces individus utilisent les plateformes numériques pour se protéger, exprimer leurs opinions, et influencer le discours public dans un environnement où les libertés démocratiques sont parfois menacées. La question principale de cette étude est : Quels sont les modes de résilience des citoyens béninois en contexte démocratique ? Nous formulons l'hypothèse que les services Internet disponibles au Bénin favorisent le développement de modes de résilience spécifiques, permettant aux citoyens de maintenir leur engagement politique malgré les restrictions imposées. L'objectif de cette recherche est d'analyser ces modes de résilience, en identifiant les stratégies employées par les citoyens pour naviguer dans un environnement numérique complexe et en évaluant l'efficacité de ces stratégies dans le contexte béninois.

## I) **Approches méthodologique et théorie d'analyse**

Cette rubrique présente la méthodologie et la théorie d'analyse dont l'étude fait usage pour l'atteinte de ses objectifs.

### I.1) **Méthodologie**

La méthode utilisée dans le cadre de cette étude est de type mixte car elle croise les données de recherche documentaire et celles issues des entretiens réalisés avec les utilisateurs de l'internet et des observateurs avertis de la participation citoyenne identifiés. Pour rappel, la recherche documentaire est une méthode de collecte et d'analyse d'informations à partir de documents existants, dans le but de répondre à une question de recherche ou d'approfondir un sujet. Elle consiste à identifier, sélectionner, évaluer et exploiter des sources documentaires pertinentes. Ces sources peuvent être de différents types, incluant des livres, des articles scientifiques, des rapports, des thèses, des études de cas, des documents d'archives, des ressources en ligne (comme des sites web ou des bases de données) ou encore des publications institutionnelles. Dans le cadre de cette étude nous avons utilisé cette méthode pour faire des recherches sur les moteurs de recherche en ligne à partir des mots clés suivants : résilience citoyenne, liberté d'expression en ligne au Bénin, activisme numérique, résilience numérique, censure internet au Bénin, régulations numériques en Afrique de l'Ouest, *etc.* Les données collectées ont été manuellement analysées et classées en fonction des centres d'intérêt. Elles ont été analysées à partir d'une approche théorique bien définie.

### I.2) **Théorie d'analyse**

La théorie utilisée dans le cadre de cette étude est celle de la participation citoyenne selon P. Rosanvallon (2006). En effet, Pierre Rosanvallon, dans son ouvrage *La Contre-Démocratie : la politique à l'âge de la défiance* publié en 2006, développe une théorie selon laquelle la participation citoyenne contemporaine s'étend bien au-delà du simple vote. Il introduit le concept de contre-démocratie, une forme de participation citoyenne continue où les citoyens surveillent, critiquent, et contrôlent les actions des gouvernants. Cette participation se manifeste à travers des pratiques de surveillance, de prévention, et de jugement, permettant aux citoyens de jouer un rôle actif dans la vie politique quotidienne. Rosanvallon souligne que les citoyens ne se contentent plus de déléguer leur pouvoir aux représentants politiques lors des élections, mais cherchent à

s'impliquer directement dans la gestion des affaires publiques, souvent à travers des actions collectives, des pétitions, ou des mobilisations sur les réseaux sociaux numériques.

Cette théorie met en lumière la crise de la représentation dans les démocraties modernes, où la méfiance envers les élus et les institutions politiques pousse les citoyens à rechercher une participation plus directe. Rosanvallon propose d'enrichir la démocratie représentative par des mécanismes de démocratie participative et délibérative, permettant aux citoyens de prendre part aux décisions publiques. Il insiste également sur l'importance de trouver un équilibre entre confiance et défiance, en renforçant les mécanismes de transparence et de contrôle, tout en créant des espaces de participation continue. Cette nouvelle dynamique transforme la démocratie en un système où la participation des citoyens devient permanente, pluraliste, et critique. Cette théorie est utile pour identifier et analyser les modes de résilience citoyenne en ligne au Bénin.

## 2) Résultats

Cette section mentionne les données collectées dans le cadre de cette étude. Ces données sont essentiellement issues des recherches documentaires. Elles concernent les axes sur le numérique comme support à la vie démocratique au Bénin.

### 2.1) Données sur le numérique comme support à la vie démocratique au Bénin

La collecte documentaire effectuée en ligne dans le cadre de cette étude met en évidence que les technologies numériques ont considérablement transformé l'interaction entre les autorités politiques et les citoyens au Bénin. En réponse aux enjeux de communication et d'engagement démocratique, le gouvernement du Président Patrice Talon a lancé le projet d'administration intelligente, ou « smart gov », visant à optimiser l'efficacité administrative et à renforcer la gouvernance en intégrant des solutions numériques. Ce projet inclut la digitalisation des services publics, la mise en place de l'e-identité, et la création de systèmes d'information nationaux, tels que le registre de l'État civil et la gestion intégrée du budget de l'État. Depuis 2020, douze eServices ont été introduits, couvrant divers besoins administratifs, avec des plans pour une expansion continue des services en ligne dans les années à venir.

Les résultats montrent que ces initiatives ont significativement amélioré la transparence et l'accès à l'information au Bénin. Les plateformes numériques telles que <https://beninrevele.bj/>, <https://sgg.gouv.bj/>, [www.gouv.bj](http://www.gouv.bj), et <https://presidence.bj> ont facilité l'accès aux informations gouvernementales et politiques, renforçant ainsi la visibilité des actions publiques et la

participation citoyenne. En parallèle, les forums en ligne, comme <https://ask.gouv.bj/>, et les pratiques de crowdsourcing ont favorisé une délibération accrue, enrichissant le débat public et permettant une meilleure prise en compte des préoccupations citoyennes. Ces avancées démontrent que l'usage des technologies numériques au Bénin non seulement améliore la transparence et l'efficacité des services publics, mais renforce également l'engagement démocratique et la participation des citoyens dans le processus politique.

En 2021, le taux de pénétration d'Internet au Bénin a atteint 28,4%, soit environ 3,5 millions d'internautes, marquant une augmentation significative de 18,2% par rapport à janvier 2020, avec près de 538 000 nouveaux utilisateurs. Parmi ces internautes, environ 1,6 million de Béninois sont actifs sur les réseaux sociaux, représentant 13% de la population locale. Cette activité a connu une croissance notable de 45,5% en un an, avec l'ajout de 500 000 nouveaux utilisateurs. Les réseaux sociaux dominants au Bénin sont Facebook, avec 1,3 million d'utilisateurs, LinkedIn avec 300 000, Instagram avec 190 000, et Twitter avec 46 800. En outre, des plateformes émergentes comme TikTok et WhatsApp jouent un rôle croissant. WhatsApp, grâce à sa fonctionnalité de messagerie vocale, facilite les échanges sans barrière linguistique, tandis que TikTok est particulièrement populaire auprès de la jeunesse béninoise.

Malgré l'adoption du code du numérique en 2018, qui régule les activités en ligne, et la politique de taxation des coûts de données pour les contenus critiques, les citoyens béninois ont trouvé des moyens créatifs pour exprimer leurs critiques envers le gouvernement. Le ministre des Finances, Romuald Wadagni, a mentionné que des coûts accrus sont appliqués pour les contenus jugés critiques. En réponse, les internautes utilisent des termes codifiés pour critiquer le gouvernement de manière subtile. Par exemple, le Bénin est parfois désigné par le terme « Somalie », et le président béninois est appelé « le président de la Somalie ». Des humoristes comme Elifaz parodient le Président, tandis que d'autres citoyens emploient des surnoms tels que « Notre patron » ou « Oninwa » (notre chaussure) pour faire référence au chef de l'État dans des contextes dialectaux spécifiques<sup>2</sup>. Ces pratiques illustrent comment les béninois adaptent leur langage en ligne pour contourner les régulations et exprimer leurs opinions politiques de manière déguisée.

---

<sup>2</sup> Ces informations viennent des verbatims extraits des entretiens que nous avons réalisés en février 2022 dans les départements des Zou et Collines.

## 2.2) Les restrictions au développement démocratique en contexte numérique

Cette sous-section examine les obstacles au développement démocratique dans le contexte numérique au Bénin. Elle met en exergue l'essor de l'autocensure, la question des fausses informations et la fracture numérique.

### ➤ Le développement de l'autocensure

Les restrictions au développement démocratique en contexte numérique sont manifestées par un phénomène croissant d'autocensure parmi les citoyens. En dépit des mesures habituelles de confidentialité en enquête de terrain, les hésitations et la prudence des interviewés illustrent une tendance significative à l'autocensure tant dans les contextes publics que privés. Les craintes concernant la surveillance par les services de renseignement sont particulièrement prégnantes. Un exemple tiré d'une enquête menée dans le département du Mono au sud du Bénin révèle ce phénomène. Lors d'un échange, un participant a exprimé son anxiété en ces termes : « Si ce n'est pas mon beau-là, je ne vais pas parler . . . », tandis que l'intervieweur tentait de le rassurer : « Vous étouffez vos réponses (...). Donc n'ayez aucune crainte, c'est un travail scientifique, vous ne serez pas cité nommément. L'anonymat est totalement requis. » Le participant a alors répondu : « Ah ! C'est mieux ainsi ! »

De même, dans le département de l'Alibori au nord du pays, un élu local à Kandi a souligné les limites imposées à la liberté d'expression en affirmant : « Nous sommes les porte-voix des populations mais il y a certains aspects aujourd'hui quand ça ne va pas, même en plein conseil, vous ne pouvez pas faire ressortir. Ça non. Il y a des choses que vous ne pouvez pas dire. » À Savè, un citoyen a commenté le contrôle des libertés par les gouvernants, en déclarant : « Il est difficile pour nous de parler de politique. Notre commune est un terrain politique opposant. Si on ne veut pas se voiler la face, on peut dire qu'avant il y avait vraiment la démocratie, au temps des Présidents KEREKOU et YAYI ; il y avait une vraie liberté d'expression. Mais aujourd'hui, il y a beaucoup de peur, depuis 2016 ; Il faut savoir parler et où parler. Il y a des espions qui enregistrent ce que nous disons. Nous ne sommes pas libres. Nous parlons avec des codes, des gestes, des signes, des paraboles. Beaucoup choisissent de ne pas parler. » Ces témoignages illustrent les défis auxquels sont confrontés les citoyens dans l'exercice de leurs libertés d'expression dans un contexte de surveillance accrue et de contrôle politique.

### ➤ La question des fausses informations

La question des fausses informations représente une préoccupation majeure de la société contemporaine en raison de leur propagation alarmante, exacerbée par la prolifération des médias sociaux ces dernières années. Ces fausses informations constituent désormais une menace importante pour la démocratie libérale, car leur diffusion incontrôlée peut désinformer les citoyens sur des questions civiques essentielles, compromettant ainsi le bon fonctionnement de l'État et la sécurité nationale. Bien qu'Internet ne soit pas à l'origine de leur apparition, il a considérablement facilité leur propagation. La disponibilité de l'internet a rendu la production et la diffusion de fausses informations plus accessibles et moins coûteuses, rendant plus difficile la distinction entre faits et fictions. Les plateformes de médias sociaux telles que Facebook et Twitter, ainsi que les applications de messagerie comme WhatsApp, sont devenues des canaux privilégiés pour la diffusion de ces informations. Ces plateformes permettent le partage d'informations sous divers formats audio, textuels et visuels, souvent sans aucune vérification préalable.

Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, l'objectif des fausses informations est souvent moins de convaincre que d'embrouiller les citoyens, créant de fausses équivalences entre les acteurs politiques démocratiques et non démocratiques, et suscitant la désillusion et l'apathie (2022). Au Bénin, plusieurs contextes crisogènes ont favorisé le développement de ce phénomène.

En période électorale, les fausses informations amplifient les crises par le biais de soulèvements populaires et d'appels au boycott du processus de vote. Expédit Ologou souligne que les fausses informations étaient déjà utilisées avant l'avènement des réseaux sociaux et du numérique, comme un outil pour ridiculiser les adversaires politiques.

Lors des crises sanitaires, telles que celle liée à la COVID-19, la désinformation expose la population à une vulnérabilité informationnelle sans précédent. Selon l'OMS, l'épidémie de COVID-19 a engendré une « infodémie », caractérisée par un flot continu d'informations vraies et fausses, difficile à gérer pour les individus. Cette infodémie peut entraîner une incompréhension du virus, une anxiété accrue et entraver l'adoption de pratiques efficaces de lutte contre la pandémie (Lits et al., 2020, p. 4). Les citoyens, vulnérables à cette désinformation, se retrouvent souvent désorientés, ce qui complique leur adaptation aux directives gouvernementales. Cette

situation est d'autant plus critique lorsque les médias sociaux constituent la principale source d'information.

En période de menace terroriste, comme dans le contexte de la crise sanitaire, les fausses informations compliquent l'accès à des informations fiables et entravent la communication gouvernementale. Par exemple, le 30 mai 2022, un message audio diffusé sur WhatsApp prétendait que des terroristes avaient infiltré le Bénin, incitant les habitants à rester chez eux entre 18h et 6h du matin. Le message affirmait que le Président avait ordonné aux policiers de patrouiller et que toute personne trouvée après 20h serait arrêtée, quel que soit le document présenté (ORTB, 2022).

En résumé, les fausses informations contribuent à la désintégration de l'ordre social, exacerbent la crise de confiance en ligne et hors-ligne, et induisent une psychose parmi la population. Leur diffusion est orchestrée par divers acteurs, tant dans le cyberspace qu'en dehors, y compris les journalistes, webjournalistes, influenceurs, blogueurs, web-activistes, community managers, ainsi que les leaders d'opinion, les conducteurs de taxi-moto et les citoyens eux-mêmes ( Mahoussi , 2021 ; p.105-109). La propagation des fausses informations résulte donc d'une interaction complexe entre ces différents acteurs. Il est crucial de comprendre comment ces informations circulent dans différents contextes : dans le cyberspace, les réseaux sociaux sont les principaux facilitateurs de ces interactions, tandis que hors ligne, les leaders d'opinion, tels que les chefs d'association, les leaders religieux et les élus locaux, jouent un rôle significatif. Les espaces de partage de nouvelles dans les communautés, tels que les parcs, les puits, les marchés, les fêtes communautaires, et les cérémonies diverses, sont également des lieux clés pour la propagation des fausses informations (Berepa, 2020).

### ➤ la fracture numérique

La fracture numérique, c'est-à-dire l'écart entre les « nantis » et les « démunis » de technologies de l'information et des communications (TIC), est devenue un enjeu fondamental de la démocratie en raison surtout de la diffusion inégale d'Internet. Beaucoup de variables entrent en compte pour l'évaluation de la fracture numérique. Toutefois, pour la présente étude, nous allons prendre en compte ici, la couverture internet, l'accès à l'électricité et le coût et l'abordabilité des données mobiles.

Selon les données de la plateforme Economist Impact, 4, 60% des ménages béninois ont accès à internet. La proportion d'utilisateurs de l'internet pour un échantillon de 100 habitants, est de 0,25% de nombre d'abonnés haut débit fixe pour 100 habitants, contre 91,90% de nombre d'abonnés mobiles pour 100 habitants. On note 10,20% de différence pour ce qui est de l'écart entre sexe et 3,50% de différence par rapport à l'écart pour l'accès au téléphone mobile. (2022)

Le taux de pénétration global de l'Internet en 2022, étant d'environ 69,08% selon les données de l'ARCEP au 31 mars 2022, la répartition des abonnés internet mobile par technologie 3G, 4G/Lite est respectivement de 2 655 387 contre 2 123 547<sup>3</sup>. « Des investissements importants ont déjà été réalisés en matière d'infrastructures des TIC. Toutefois, l'amélioration de ces infrastructures reste la priorité, compte tenu de l'ambition du PAG qui vise un taux de couverture du haut et très haut débit pour 80% de la population ». (CNUCED, 2020) Quant à l'accès à l'électricité, 2099 localités sont électrifiées, soit un taux de 55,1% de couverture en électricité et 30,6% de population accédant à l'électricité grâce au service public<sup>4</sup> En 2022, on assiste à un taux de 58,10% en zone urbaine et 9, 40% en zone rurale selon les données de la plateforme (Economist Impact). On note dès lors que l'accès à l'électricité en milieu rural est encore très faible. Les énergies renouvelables restent dans ce contexte une alternative essentielle pour les populations de ces zones.

En référence à ces taux d'électrification, plus de 30 % des Béninois sont à ce jour exclus de l'accès à l'électricité et certainement de l'accès à internet.

### 2.3) Données sur la législation numérique au Bénin

#### ➤ Une législation sévère

Avant 2017, le Bénin ne disposait pas de cadre législatif réellement appliqué aux délits commis dans le cyberspace. Malgré l'existence de certains textes, leur mise en œuvre n'a jamais eu l'impact significatif du code du numérique promulgué. Ce vide juridique, persistant depuis longtemps, exposait les cybercriminels et autres cyber-délinquants à des peines relativement légères, ce qui leur a permis de prospérer dans le pays. Cette situation a non seulement terni l'image du Bénin à l'international, où le pays est parfois perçu comme un paradis de la cybercriminalité en Afrique

<sup>3</sup> Tableau de bord de l'observatoire de l'internet au 31 mars 2022, ARCEP

<sup>4</sup> Etat de mise en œuvre du PAG 2016-2021 : électricité, 2020

de l'Ouest, mais elle a également créé un climat de méfiance entre citoyens. En conséquence, les acteurs privés ont montré une réticence à investir dans le développement de l'économie numérique locale, percevant ce secteur comme à risque et peu fiable (FGI, 2017), ce qui constitue un handicap pour la démocratie béninoise.

À titre d'illustration, le bilan de la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (CRIET) pour la période 2023-2024 révèle que 1 773 personnes ont été poursuivies pour des faits de cybercriminalité. Ce bilan a été présenté par le procureur de la République près la CRIET, mettant en lumière les efforts de lutte contre la corruption et la cybercriminalité au Bénin pour l'année 2023 et le début de 2024.

Depuis l'adoption du code du numérique en 2017, le paysage législatif est devenu plus favorable à l'instauration de la confiance numérique. En matière de sécurité numérique, le Code du numérique, promulgué le 20 avril 2018, constitue désormais l'instrument principal pour contrer les violations des usages appropriés des services d'internet et, par extension, pour lutter contre la cybercriminalité.

### ➤ Liberté d'expression en ligne en péril

Malgré les aspects positifs qu'on reconnaît au numérique, il faut noter qu'il est presque détourné de sa finalité légitime par une jeunesse africaine ignorante des conséquences attachées à ses actes, soulignait Désiré Allechi (2018)<sup>5</sup>. Selon Monique Dagnaud<sup>6</sup> à la création d'internet, l'idée de base se résumait en trois (3) points : « *free, free speech, free of charge* ». Ces trois termes expriment l'idée d'autonomie de l'individu (*free*) ; la liberté d'expression jumelée à la libre circulation de l'information (*free speech*), rendue possible par les autoroutes de l'information et la prouesse d'une communication en réseau et sans limite (*free charge*). C'est cette pensée libertaire qui est cultivée jusqu'alors par les internautes sur les réseaux sociaux. L'usage assimile ainsi le cyberspace à un environnement de non droit où l'on peut se permettre tout. Le vide juridique qui a caractérisé la communauté béninoise il y a quelques années au Bénin a également accentué l'état de la question. La méconnaissance de ces dispositions a malheureusement conduit à la répression d'un certain nombre d'acteurs, tels que les journalistes et des internautes

---

<sup>5</sup> Cette information est repérée sur le padadigme.com dont la référence complète se trouve dans la bibliographie de cette étude

<sup>6</sup> Cette information est repérée sur le padadigme.com dont la référence complète se trouve dans la bibliographie de cette étude

administrateurs de certains forums. « Le code du numérique constitue, cependant, une entrave au droit à la liberté d'expression. La répression des fausses informations ou fake news par une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois d'emprisonnement ferme, ne garantit pas au mieux, l'exercice de la liberté d'expression. » (Salanon, 2021)

Selon Amnesty International, au moins dix-sept (17) journalistes, web activistes et opposants ont été poursuivis ou condamnés en moins de deux ans, par les tribunaux béninois, sur le fondement des dispositions du Code du Numérique. Comme si cela ne suffisait pas, le Bénin a assisté dans la journée du 28 avril 2019, à la coupure de l'Internet dans le cadre des élections législatives d'avril 2019 sur toute l'étendue du territoire. « En effet à partir de 1h du matin, les internautes avaient du mal à se connecter aux réseaux sociaux Facebook et Twitter notamment. L'internet mobile sera complètement coupé par la suite et ne sera rétabli que le lendemain sans aucune explication de la part des gouvernants »<sup>7</sup>. Sauf que dans la presse locale, on évoque, des mesures préventives pour éviter des appels à la violence le jour du scrutin législatif. Ceci est devenu depuis lors, une autre entrave à la liberté d'expression des citoyens tant consacrée par les principes démocratiques.

### 3) Discussion

La discussion des résultats de cette étude se fait en deux phases. La première phase concerne l'essai de typologie des modes de résilience citoyenne en ligne, en temps de démocratie au Bénin. La deuxième phase met l'accent sur les perspectives pour une meilleure résilience des citoyens en ligne au Bénin.

#### 3.1) Essai de typologie des modes de résilience en ligne au Bénin

« Depuis les années 1990, l'utilisation d'Internet est en pleine croissance » (J. Ziegler, 2016, p.1) Cela crée des mutations dans tous les domaines. Il ajoute que l'internet est devenu « le nouveau lieu pour informer la population, échanger sur les affaires publiques. Encore plus que la télévision, l'Internet encourage cette « interactivité entre les élus et les électeurs, et ce jusque dans les enceintes parlementaires où l'accès à Internet est permis » (J. Ziegler, 2016, p.2). Dans le contexte béninois, la régulation numérique et politique exerce une pression croissante sur l'expression et la participation des citoyens à la vie démocratique. Face à ces contraintes, différentes formes de résilience émergent. Cela expose la capacité des individus et des communautés à s'adapter,

---

<sup>7</sup> Cette information est repérée sur le padadigme.com dont la référence complète se trouve dans la bibliographie de cette étude

contourner ou résister aux restrictions imposées. Le croisement des résultats collectés dans le cadre de cette étude nous conduit à une typologie des modes de résilience citoyenne observés dans le contexte béninois. Il s'agit de mode de résilience adaptatif, subversif, parallèle, ignorant et collectif. Chaque forme de résilience incarne une réponse unique aux défis de la surveillance et de la répression, mettant en lumière l'ingéniosité et la flexibilité des béninois dans un environnement de plus en plus contrôlé. La discussion de cette étude donne des détails sur chacun de ses modes de résilience.

- **Résilience adaptative**

La résilience adaptative se manifeste lorsque les citoyens béninois répondent de manière proactive aux contraintes imposées par les régulations numériques et politiques. Ils démontrent une aptitude à surmonter les obstacles en adoptant des stratégies innovantes pour maintenir leur expression politique et leur engagement démocratique. Par exemple, ils contournent la censure par l'utilisation de termes codifiés et exploitent les nouvelles plateformes numériques pour diffuser des messages critiques. Cela les aide à adapter leur comportement pour s'ajuster aux restrictions tout en préservant leur liberté d'expression. Cette forme de résilience est marquée en contexte béninois par une flexibilité remarquable et une ingéniosité qui permettent aux citoyens de continuer à participer activement à la vie politique malgré les obstacles.

- **Résilience subversive**

La résilience subversive se caractérise par les efforts des citoyens pour contourner les régulations par des méthodes moins directes et plus clandestines. Ceux qui adoptent cette forme de résilience utilisent la satire, l'humour, l'anonymat et les réseaux sociaux émergents comme TikTok ou WhatsApp pour critiquer le gouvernement et partager des opinions critiques tout en évitant la répression directe. En se servant de la parodie et des messages déguisés, les citoyens parviennent à maintenir un espace de critique tout en échappant à la surveillance. Cette approche reflète une capacité à résister subtilement aux contrôles étatiques en utilisant des tactiques de contournement ingénieuses.

- **Résilience parallèle**

La résilience parallèle est marquée par la création de réseaux alternatifs ou informels qui permettent aux citoyens de compenser les limitations imposées par les régulations numériques. Ils

créent des forums privés, des groupes de discussion sur des applications sécurisées pour construire des espaces alternatifs pour le débat et l'organisation politique. Ces réseaux parallèles offrent un refuge pour l'expression libre et la coordination collective et illustre une forme de résilience où la création d'alternatives au système centralisé permet de maintenir un espace pour l'engagement démocratique en dépit des obstacles réglementaires.

- **Résilience ignorante**

La résilience ignorante est observée chez les citoyens qui manquent d'engagement ou de conscience critique face aux défis numériques et politiques. Cette catégorie de résilience se manifeste par une faible participation en ligne et une vulnérabilité accrue à la désinformation, souvent due à des limitations d'accès ou de compétence. Les citoyens dans cette catégorie peuvent ne pas être suffisamment informés pour réagir aux enjeux politiques ou pour tirer pleinement parti des opportunités numériques. Cette forme de résilience montre une acceptation passive des conditions existantes et illustre les défis liés à l'accès à l'information et à la capacité de participation politique.

- **Résilience collective**

La résilience collective repose sur la force des communautés et des mouvements sociaux qui se rassemblent pour résister aux restrictions. Ce mode de résilience se manifeste par des actions coordonnées, comme les pétitions en ligne, les manifestations virtuelles, ou encore le soutien mutuel entre citoyens via des réseaux de solidarité numérique. Par exemple, des organisations locales ou internationales peuvent fournir des outils et des ressources pour permettre aux citoyens de contourner la censure ou de sécuriser leurs communications. En partageant des informations sur les régulations, les menaces de répression et les stratégies de résistance, les groupes solidaires créent un réseau de soutien qui renforce la capacité individuelle et collective de surmonter les obstacles. Cette résilience repose sur la coopération et l'entraide, et elle souligne l'importance des actions collectives pour résister aux pressions politiques dans l'environnement numérique. Dans le contexte béninois ce mode de résilience est souvent lancé par des organisations de la société civile.

### 3.2) Perspectives pour une meilleure résilience des citoyens en ligne au Bénin

La démocratie participative repose sur le principe fondamental de la participation de l'ensemble des acteurs à la formation et à la prise de décision publique. Selon Bacqué, Rey, et Sintomer, elle

représente « l'articulation des formes classiques du gouvernement représentatif avec des procédures de démocratie directe ou semi-directe », marquant ainsi le retour d'un « quatrième pouvoir » dans le processus décisionnel, celui des citoyens. Dès lors, le « moment décisif » n'est plus l'élection, mais la formation de l'opinion publique. Cette approche, qui favorise une délibération rationnelle entre points de vue contradictoires, conférerait, selon ses partisans, une légitimité accrue aux décisions politiques (Chatelanat, 2011, p. 17).

Pour que les citoyens puissent participer efficacement à la démocratie béninoise, il est crucial de considérer le contexte numérique actuel. Il est nécessaire de promouvoir l'éducation aux médias et à la culture info-numérique, ainsi que de sensibiliser les citoyens sur leurs droits, les textes législatifs en vigueur, et leurs responsabilités dans la transformation de la démocratie béninoise. Il convient également de mettre en place des mécanismes pour renforcer l'autonomie des citoyens et améliorer leur qualité de vie grâce à leur participation active aux processus sociaux et politiques. Par ailleurs, il est important de poursuivre les réformes relatives à la couverture en électricité pour garantir un accès équitable aux services d'internet, même si cela nécessite du temps. Il serait également judicieux de plafonner les tarifs des données mobiles pour faciliter l'accès des citoyens, notamment en tenant compte du pouvoir d'achat actuel.

Les citoyens doivent également prendre conscience qu'ils jouent un rôle essentiel dans la construction d'une démocratie résiliente et durable et qu'ils ont un rôle central dans le développement du Bénin. La participation citoyenne ne se limite pas aux élections et aux grèves ; elle doit inclure une participation active à la vie communautaire et à la promotion d'un avenir durable, tout en veillant à ce que les objectifs communautaires soient atteints de manière appropriée. Les cadres législatifs, tels que le livre blanc sur le gouvernement local, classifient la participation citoyenne en quatre grandes catégories (Raga, Taylor et Albrecht, 2011, p. 19) : (a) les consommateurs et utilisateurs de services, (b) les électeurs, (c) les partenaires dans la mobilisation des ressources, et (d) la participation au processus stratégique.

Les communautés sont les mieux placées pour identifier leurs besoins et déterminer les priorités. Raga et al. (2011, p. 19) soutiennent que la communauté doit diriger l'identification des opportunités et la formulation des partenariats stratégiques dans l'intérêt général. Une participation active des citoyens suppose une réelle intention de collaborer avec le gouvernement plutôt que de s'opposer à lui (Ile et Mapuva, 2010, p. 31-40).

Les mécanismes visant à renforcer la sécurité des citoyens dans l'usage des services de l'administration électronique impliquent une responsabilité des citoyens de suivre les procédures établies et de respecter les textes législatifs pertinents. Comme le soulignent Salminen, Lähdesmäki et Ikola-Norrbacka (2012, p. 450), « les citoyens doivent se montrer loyaux, respecter la loi, être au courant des vertus et apprécier leurs droits et obligations politiques ». En outre, les citoyens doivent participer activement aux intérêts de leur pays pour préserver la société démocratique dans laquelle ils vivent.

## Conclusion

L'analyse des modes de résilience des citoyens en ligne dans le contexte démocratique au Bénin révèle une diversité de réponses stratégiques face aux défis imposés par un environnement politique et numérique souvent restrictif. Cette étude recense six principaux modes de résilience : adaptative, subversive, parallèle, contrainte, ignorante, et collective. La résilience adaptative se manifeste par l'ingéniosité des citoyens dans l'utilisation de stratégies créatives pour maintenir leur expression politique et leur engagement démocratique, malgré les régulations contraignantes. A contrario, la résilience subversive illustre la capacité des individus à contourner la censure en utilisant des tactiques plus discrètes et indirectes, telles que la satire et l'humour, pour critiquer le pouvoir en place. La résilience parallèle révèle l'importance des réseaux alternatifs et informels, permettant aux citoyens de créer des espaces sécurisés pour le débat et l'organisation politique, en réponse aux restrictions des plateformes officielles. En revanche, la résilience contrainte montre comment la peur de la répression conduit à une autocensure accrue, limitant l'expression politique à des formes plus prudentes et dissimulées. La résilience ignorante, quant à elle, met en évidence les défis liés à l'accès à l'information et à la participation, illustrant une acceptation passive des conditions existantes due à un manque d'engagement ou de compétence. Enfin, la résilience collective souligne la puissance de la solidarité et de la coopération, avec des actions coordonnées telles que les pétitions en ligne et les manifestations virtuelles qui renforcent l'engagement démocratique malgré les obstacles.

Ces modes de résilience non seulement illustrent les diverses stratégies d'adaptation des citoyens béninois face aux défis politiques et numériques, mais révèlent également des implications profondes pour la démocratie dans ce contexte. Ils soulignent l'importance de la flexibilité et de l'innovation dans la résistance aux restrictions et à la répression, tout en signifiant les défis

persistants liés à la liberté d'expression et à l'engagement politique en ligne. Comprendre ces dynamiques offre des perspectives précieuses pour les chercheurs, les décideurs et les acteurs de la société civile, permettant de mieux appréhender les mécanismes de résilience et les opportunités pour renforcer la démocratie au Bénin. En définitive, l'étude de ces modes de résilience offre une vision approfondie des capacités d'adaptation et de résistance des citoyens, et souligne l'importance de soutenir les efforts visant à promouvoir une participation démocratique active et équitable dans un environnement numérique complexe.

## Références bibliographiques

- LEVY Patrice, 2002, *Cyberdémocratie*, Paris, Odile Jacob, p. 36.
- ZIEGLER Jocelyn, 2016, *Cyberdémocratie et démocratie participative*, in SÉGUR P. & PÉRIÉ-FREY S. (éds.), *L'Internet et la démocratie numérique (I)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan. <https://doi.org/10.4000/books.pupvd.2782>
- ROSANVALLON Pierre, 2008, *La légitimité démocratique : Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil.
- SALANON Landry, 2021, *Étude analytique des politiques nationales sur l'usage de l'internet et des réseaux sociaux au Bénin*, 21 p.
- DIOUF Abdoulaye, 2021, *La régulation des plateformes numériques et la liberté d'expression en Afrique de l'Ouest*, 19 p.
- Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021.
- Décret N°2018-314 du 25 juillet 2018, portant introduction d'une contribution sur la consommation des services de communication électronique fournis par les réseaux ouverts au public en République du Bénin.
- CHATELANAT Cédric, 2011, *La démocratie électronique : un catalyseur de participation et de légitimité pour l'Union européenne ?*, Mémoire de Master, Institut européen de l'université de Genève, coll. Euryopa, vol. 72-2011, 62 p.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2020, *Évaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique au Bénin*. <https://www.village-justice.com/articles/jeunesse-africaine-face-utilisation-des-reseaux-sociaux-internet,29655.html> , consulté le 15/03/2022
- <https://www.wathi.org/la-jeunesse-africaine-face-a-lutilisation-des-reseaux-sociaux-et-dinternet-village-justice-octobre-2018> , consulté le 25/04/2022
- <https://paradigmhq.org/le-benin-a-lepreuve-de-la-democratie-les-lecons-de-la-repression-numerique/>, consulté le 10/04/2022
- <https://beninrevele.bj/>, consulté le 10/03/2022
- <https://sgg.gouv.bj/>, consulté le 10/03/2022
- [www.gouv.bj](http://www.gouv.bj), consulté le 10/03/2022
- <https://presidence.bj>, consulté le 10/03/2022
- <https://ask.gouv.bj/>, consulté le 10/03/2022